

# ARCD : Conférence de presse du 24 février 2012

## « *Factsheet n°1* »

### ***Critique du rapport de la Gobar Commission on Drug Policy***

#### **La démarche**

- La commission n'a pas de légitimité et n'a rien d'innovant
- Aucune reconnaissance internationale des conclusions
- Les conclusions n'ont été soutenues ni par l'ONU ni par aucun Gouvernement
- C'est un coup médiatique pour un besoin de reconnaissance pour des personnes qui n'occupent plus le devant de la scène.

#### **Le contenu**

- il s'agit de mettre les Gouvernements devant leurs responsabilités, pas d'encourager la légalisation de substances illicites.
- Plusieurs preuves empiriques plaident en faveur de politiques restrictives en la matière. L'Alaska qui a décidé de légaliser la consommation de cannabis en 1975, est revenu drastiquement en arrière 15 ans plus tard, remarquant que la consommation avait explosée.
- La Suède qui a toujours adopté une approche restrictive en matière de drogue, compte l'un des taux de consommation les plus faibles d'Europe. Près de 90% de la population s'oppose à toute dépénalisation.
- C'est le fait de consommer des stupéfiants qui amène les gens à se marginaliser et non l'environnement autour d'eux qui les marginalise.
- Les expériences mises en place pour la prescription assistée d'héroïne démontrent que le coût pour la société sera bien plus important en gardant les toxicomanes dans leur dépendance plutôt qu'en osant le sevrage.
- La situation à Lausanne est un exemple du problème d'insécurité que cela génère pour toute la collectivité ?! Il faut au contraire augmenter la répression avec les trafiquants, qu'importe leur taille.
- Agir mais pas à l'aide de politiques qui ont largement démontré leurs limites.
- La dépénalisation ne représenterait qu'un désastre humain de plus, un signe fort de la perte des valeurs de notre société, de nos repères, dans une société justement à la recherche de celles-ci.